

CHAPITRE V

La situation politique au moment de l'arrivée de Maximilien. — Résultats du gouvernement de la Régence et de l'administration du général Bazaine. — Lettre de Zamacona à Juarez. — Efforts pour ramener les dissidents. — Lettre du général Bazaine au général Uruga. — Adhésion de celui-ci. — Symptômes de pacification. — Circulaire du général en chef à tous les commandants supérieurs français dans les provinces (3 juin). — Lettre de Maximilien à M. Velasquez de Leon, ministre d'État (14 juin). — Institution d'une régence éventuelle. — M. Ramirez ministre des Affaires étrangères. — Une monarchie démocratique. — M. Gutierrez de Estrada laissé en Europe. — Sa lettre au baron de Pont. — Mort du P. Miranda.

La période qui va du mois de juillet 1863 jusqu'au mois de juin 1864 fut incontestablement la plus prospère et la plus brillante de l'occupation française. C'était le temps où la Régence gouvernait et où le général Bazaine administrait.

Sur ce point, deux documents, émanés de sources différentes, en fournissent les preuves les plus certaines.

C'est d'abord le manifeste que publia le gouvernement de la Régence avant de se dissoudre.

Ce document débutait par l'affirmation de ce prin-

cipe que « un gouvernement qui devait son existence » à l'action combinée des intérêts nationaux et de la France magnanime et civilisatrice devait refléter dans sa conduite les éléments auxquels il devait son origine... ». Puis il constatait qu'à son avènement ce gouvernement n'avait pas trouvé un seul employé dans une quelconque des branches de l'administration;... que le Trésor public était vide, les ressources destinées à l'alimenter entièrement détruites; que le gouvernement déchu avait dépeuplé les villes et les campagnes, sacrifié l'agriculture, tué l'industrie et le commerce, et détruit partout la sécurité, la paix et la confiance.

Après ce tableau aussi exact que lamentable, les Régents (ou plutôt le général Almonte, car c'est lui seul qui mérite d'être à l'honneur, ayant été seul à la peine), le général Almonte ne craignait pas, lui, de proclamer les bienfaits de l'intervention et les services rendus par nos soldats et le commandant en chef; il leur en exprimait publiquement sa reconnaissance; puis il énumérait ce qu'il avait fait pour le pays: la reconstitution de l'administration et le rétablissement de l'ordre dans les finances. Il terminait par cette phrase, qui, en tout autre lieu, eût prêté plus à rire qu'à admirer: « Le gouvernement provisoire a la satisfaction d'annoncer que pendant son existence le Mexique a vu, comme un phénomène, payer religieusement tous les employés et les marchés du service public¹ ».

L'autre document provient d'un adversaire: c'est

1. *Expédition du Mexique*, par E. DOMENECH, t. II, p. 184.

une lettre « très secrète » (elle en portait du moins la mention et son contenu la justifie), adressée à Juarez par son ministre Zamacona. Elle est longue et renferme sur la situation des révélations du plus haut intérêt. Elle est datée de Saltillo, 16 juin 1864.

En voici les passages les plus importants :

« Un incident qui vient de se passer me décide à rompre le silence que j'ai gardé depuis longtemps avec vous, sur la marche des affaires publiques et principalement sur les faits qui ont eu lieu dans cette ville. Au coin de la rue où se trouve la « commandance militaire, » l'officier qui présidait une commission de la *leva* est venu jusqu'à moi, en secouant son fouet d'un air menaçant, parce que je voulais lui prouver qu'un malheureux qu'il venait de prendre était un domestique honorable ayant une nombreuse famille...

» La multitude de faits semblables qui se sont passés sous mes yeux ces jours-ci m'ont fait beaucoup réfléchir... Les excès de toutes sortes et les actes de violence ont pris de telles proportions depuis que ces troupes ont reçu l'ordre de quitter la ville, que l'autorité politique s'est vue obligée d'autoriser les citoyens à faire feu sur les commissions de recrutement, puis elle a donné avis de cette mesure à la commandance militaire.

» Cette commandance part demain avec ses troupes ; il serait donc inutile de parler du mal une fois que le remède est donné, mais, monsieur le président, ce que je viens de vous raconter n'est pas le mal, mais un de ses symptômes. Le mal est plus profond ; il a ses racines dans les conseils du gouvernement et se lie à l'espèce de politique qui se développe depuis très longtemps...

» La crise actuelle est arrivée à un point où nous voyons que les Mexicains n'auront plus de patrie, quoi-

que cette époque ne soit pas encore très rapprochée. Me recueillant en moi-même pour voir ce qu'on pourrait contre un tel malheur, j'ai reconnu que tous mes efforts se limitaient à communiquer mes pauvres idées, mais bien intentionnées, à celui qui est chargé de nous sauver...

» Je crois avoir plus de raison que l'apôtre en m'adressant à vous, et en criant, comme lui : *Seigneur, sauvez-nous!* parce que je sens que les vagues montent de plus en plus pour nous engloutir ; qu'il nous manque même la surface du terrain que nous foulons, et je ne puis attendre, comme lui, notre salut d'un prodige surnaturel, mais bien de l'union des forces humaines. En effet, monsieur, les flots de l'invasion s'avancent sans rencontrer de digue ni de résistance. Ce coin reculé, qu'ils n'ont point encore atteint, s'effondre sous nos pieds et se change en un terrain dangereux et ennemi.

» Ces idées ne sont point celles d'un esprit assombri ; depuis longtemps je les entends formuler par la bouche de tout le monde... Tous (les amis du gouvernement) s'accordent à juger la situation comme moi...

» On ne peut moins faire de s'impressionner en voyant devenir une réalité les plans et les espérances de l'intervention, qui, il y a un an, provoquaient nos rires et que nous appelions chimères. Comment l'envahisseur s'est-il étendu dans le pays, établissant d'immenses lignes militaires non interrompues ? Comment a-t-il eu la tranquillité nécessaire pour s'occuper de travaux propres aux temps éminemment pacifiques ? Comment a-t-il pu rétablir la ligne télégraphique depuis Queretaro jusqu'à Vera-Cruz, la reliant à Chalchicomula par une autre ligne ? Comment a-t-il fait arriver jusqu'à Paso Ancho les travaux du chemin de fer ? Comment a-t-il régularisé le service des postes ? Comment a-t-il rétabli la sécurité sur les principales routes ? Comment a-t-il pu séduire

certaines populations? Comment a-t-il capté la confiance du public qui met en ses mains des convois d'argent comme on n'en avait pas vu depuis longtemps? Comment attire-t-il à lui des membres du parti indépendant? Comment gagne-t-il du terrain parmi les cours étrangères et le crédit financier, au point que le frère de l'empereur d'Autriche se décide à occuper le trône élevé au Mexique par l'intervention, et que même le sage roi des Belges induit sa fille à ceindre la couronne mexicaine, et enfin que les banquiers de Paris et de Londres ouvriront au nouvel empire leurs coffres pour la réalisation d'un emprunt?

» L'impression est encore plus profonde lorsque le tableau qui précède se compare à celui que présente le gouvernement national. Dans le courant de cette année, nous sommes tombés du piédestal glorieux sur lequel nous avaient élevés Zaragoza et les vaillants défenseurs de Puebla. Voilà longtemps que la presse étrangère ne parle plus des défenseurs de notre indépendance dans les termes de respect et de sympathie qu'elle employait même après notre départ de la capitale. Jusqu'au ministre des États-Unis qui a abandonné le pays, et, que l'on dise ou croie ce que l'on voudra, je suis sûr qu'il est parti avec des impressions défavorables sur la situation du gouvernement.

» A l'intérieur, nous avons perdu presque tous les grands centres de population, et le pis c'est que l'ennemi a fait la conquête matérielle de toutes ces localités sans que cela ait empêché les esprits de lui faciliter la conquête morale à laquelle il aspire, et qu'il a réussi, par un système sage, sinon à captiver les sympathies des Mexicains au moins à les refroidir pour la défense nationale...

» La défense nationale, n'étant point sujette à l'action du gouvernement, a pris un caractère anarchique et des-

tructeur, fécond seulement en ruines et mauvais renom...

» La nation, instruite par l'expérience de cette année ne veut pas qu'on livre son existence et son avenir au hasard des complications qui pourraient surgir dans la politique européenne, au triomphe du gouvernement fédéral des États-Unis et aux embarras éventuels qui pourraient embourber l'intervention. En présence des progrès incroyables qu'ils ont accomplis dans le courant de cette année, il est à craindre que les envahisseurs et leurs alliés n'arrivent, faute d'obstacles élevés par nous, à surmonter toutes les difficultés et à réaliser les projets les plus insensés... »

Cette lettre, qui fait l'heureuse contrepartie de toutes celles qu'envoyaient les correspondants bénévoles plus ou moins bien renseignés, plus ou moins partiaux, est un document dont l'importance n'échappera à personne. C'est en même temps l'hommage le plus éclatant, et le plus sincère, car il émane d'un ennemi, qui ait été rendu aux efforts du général Bazaine et du général Almonte; il montre surabondamment, par l'exposé de ce qui avait été accompli en un an sous la direction du chef de l'armée et du chef du gouvernement, tout ce qu'il était possible de faire à un pouvoir sérieusement établi, et s'inspirant de la même politique. Deux autres documents d'importance beaucoup moindre et rapportant de petits faits, des incidents vulgaires, viennent singulièrement corroborer la lettre de Zamacona.

C'est d'abord une lettre de la Nouvelle-Orléans :

« Sous la férule du bandit Cortina qui commande ici, on ne peut plus vivre en sûreté dans son intérieur domes-

tique. En une heure, on vous enlève la nuit de votre lit et vous êtes fusillé, sous la moindre dénonciation de ses satellites, et cela sans vérification ni information. Dans l'espérance que les frontières seraient bientôt occupées par les troupes franco-mexicaines, je me réfugiai à Brownsville, mais un acte infâme des Yankees, commis sur la personne de Manuel Baron, secrétaire de Vidaurri, qu'ils livrèrent à la demande de Cortina, me fit comprendre le danger de rester en cet endroit, et je partis pour la Nouvelle-Orléans, en route pour la Havane... »
« C. M. »

5 juin 1864 ¹.

L'autre pièce, qui mêle le bouffon au tragique, en dit aussi long dans sa brièveté :

État de Sinaloa, commandance de Cosala.

A Monsieur le Général en chef des forces de Sinaloa.

Conformément à la circulaire de Votre Excellence, j'envoie aujourd'hui à votre quartier général dix *couples enchaînés de volontaires* qui sont *disposés* à soutenir la cause de la liberté. Je n'en envoie pas davantage, *faute de menottes*. Le lieutenant Trujillo, qui les escorte, a l'ordre de faire feu sur eux s'ils tentent de s'échapper...

Liberté et réforme.

Rafael BONILLA.

Cosala, le 2 juin 1864 ².

Ce n'était point parmi des « volontaires » de ce genre que le commandant en chef entendait recruter

1. *Histoire du Mexique*, par E. Domenech, t. II, p. 192.

2. *Un Essai d'Empire au Mexique*, par E. MASSERAS, p. 11.

des partisans au nouvel empire : aussi n'employait-il point de semblables procédés. Soucieux de rallier les principaux généraux dissidents qui perpétuaient la résistance, il employait avec eux un langage à la fois ferme et prudent.

Le général Uraga avait déjà reçu du général Bazaine une lettre des plus flatteuses. Désireux d'achever sa conquête, le général Bazaine crut le moment propice pour tenter un nouvel effort. La lettre qu'il lui écrivit alors mérite assurément de n'être point passée sous silence :

Général,

Vous ne sauriez ignorer l'arrivée au Mexique de Sa Majesté l'Empereur Maximilien. L'accueil que les populations ont fait à leur nouveau souverain n'a fait que sanctionner le choix exprimé par la nation. L'empire du Mexique existe aujourd'hui de fait et de droit par le vieil adage *Vox populi, vox Dei*.

Votre position vis-à-vis du pays ne saurait rester plus longtemps indécise. Il est temps que vous preniez nettement et loyalement le parti qui convient à un homme de votre caractère. Je viens, en camarade, faire un dernier et suprême appel à vos sentiments patriotiques, et je vous dis : « L'acte par lequel la Junte de guerre, que vous aviez réunie, vous a donné un vote de confiance, vous autorise à vous soumettre à votre souverain, et à lui apporter le concours de vos services et du corps d'armée que vous commandez.

» L'état de choses actuel ne me permet plus, comme commandant en chef de l'armée franco-mexicaine, de tolérer un rassemblement armé sur un point quelconque du territoire de l'Empire. Les relations que j'ai nouées

avec vous et vos derniers actes m'autorisent à vous adresser une dernière sommation, qui, je l'espère, sera acceptée, parce qu'elle est, non une menace, mais l'expression du devoir que j'ai à remplir et de mon vif désir que vous coopériez à l'œuvre de réorganisation de votre patrie.

» Mettez la main sur votre conscience, Général; envisagez en honnête homme l'intérêt de votre pays, et ralliez-vous, avec les vôtres, à la cause de l'ordre et de la véritable indépendance du Mexique : vous ferez, en cela, acte de bon citoyen. »

Je ne peux admettre que votre indécision se prolonge au delà du 1^{er} août prochain : ce délai passé, j'aurai le regret de vous déclarer en état de rébellion ouverte contre votre souverain et votre pays.

Votre grand cœur vous éclairera sur l'avenir que vous réserverait une pareille situation.

Recevez, Général, la nouvelle assurance de mes meilleurs sentiments.

Général BAZAINE.

Cette lettre eut un plein succès. L'habileté du général français eut raison des préventions d'Uraga. Le résultat fut un conseiller d'État de plus pour Maximilien et un corps dissident de moins à combattre pour nos soldats.

Cette adhésion d'un des généraux les plus en vue était un excellent symptôme de la pacification qui se faisait dans les esprits. C'était en même temps une nouvelle preuve de ce qu'écrivait Zamacona à Juarez. Toutefois l'Empereur aurait eu tort de s'y trop fier. Ceux qui se ralliaient ainsi savaient qu'il leur serait toujours loisible, si les choses tournaient mal, de revenir à Juarez, dont ils seraient bien accueillis.

Les défections réparent les défections. Il appartenait au gouvernement impérial de les transformer en ralliements définitifs, en se consolidant si bien que l'intérêt maintint ces adhérents de la dernière heure dans le parti adopté par l'intérêt.

Si le commandant en chef du corps expéditionnaire était toujours responsable de la tranquillité publique, son rôle se trouvait forcément diminué et modifié par l'arrivée de l'Empereur. Avant de régler sa propre situation à l'égard de Maximilien et de son ministère, il songea à régler celle des commandants supérieurs français, dans les provinces, à l'égard des nouvelles autorités civiles (3 juin 1864).

Le commandement militaire vous demeure confié, leur disait-il, et vous en exercerez toute l'autorité, ainsi que le consacre l'art. 5 de la convention du 10 avril 1864. L'administration civile rentre dans le domaine du gouvernement de l'Empereur, et vous éviterez de vous *immiscer en quoi que ce soit* dans les diverses branches des services civils.

Vous n'en continuerez pas moins à vous renseigner par vos relations sur la manière dont marchent les affaires, et vous m'adresserez *confidentiellement*, tous les quinze jours, comme par le passé, des rapports généraux¹ qui me permettront de signaler à l'Empereur soit les abus, soit les tendances factieuses qui pourraient se produire. Enfin vous devrez apporter dans vos relations avec les

1. Une copie de tous ces rapports était faite au quartier-général et mise ainsi sous les yeux du général en chef. Ces copies se trouvent parmi les pièces réunies par Ernest Louet : on comprend quels renseignements elles nous ont procurés, et l'on peut juger en même temps de la valeur et de l'authenticité des sources auxquelles nous puisons.